



FLORIANE LOUISON

DES GENS À PART

**Enquête à Creil,
terminus de la banlieue**

SEUIL

DES GENS À PART

FLORIANE LOUISON

DES GENS À PART

Enquête à Creil, terminus de la banlieue

ÉDITIONS DU SEUIL

25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e

ISBN 978-2-02-136732-4

© Éditions du Seuil, septembre 2017

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Introduction

La ville est indiquée à la sortie n° 8 de l'autoroute A1, à 50 kilomètres de Paris. Après le péage, vous traversez une forêt pendant un bon quart d'heure. Puis, il y a un rond-point. Et, c'est la dernière ligne droite, littéralement : une départementale rectiligne, au milieu des champs. Peu à peu, une petite masse bétonnée se dévoile : les quartiers populaires du Plateau, des immeubles rectangulaires alignés en bloc sur le même modèle. Encore quelques centaines de mètres et vous tombez sur le premier panneau publicitaire : « Osez Creil. 25 minutes de Paris en train. »

La rue Robert-Schuman descend vers le centre-ville, bordée par quelques maisons en briques rouges, typiques des cités du nord de la France. Ensuite, c'est la rue de République, un bric-à-brac de constructions modernes. Certains disent que le centre-ville est là, mais rien n'est moins sûr. Il pourrait bien se situer aussi vers la place du marché ou à côté de la gare. La route s'achève sur un pont, plutôt bucolique, qui traverse l'Oise. Au bout, encore un rond-point. Celui-ci dérouté tous ceux qui arrivent à Creil pour la première fois. Il ne faut pas tourner autour, comme partout ailleurs en France. Il faut faire comme s'il n'existait pas et passer par-dessus. C'est un rond-point non giratoire. Personne n'a jamais bien compris le concept. À gauche,

vous tombez sur la gare. La ville est raccordée à la capitale par le TER et le RER. C'est le dernier arrêt de la ligne D. Une incohérence de la RATP – réseau des transports parisiens – puisque Creil n'est pas en région parisienne. La ville est dans les Hauts-de-France, l'ancienne Picardie. Mais elle n'est pas à une contradiction près. J'ai travaillé, ici, pour le journal *Le Parisien*, le quotidien local. Pour le reste de la région, c'est *Le Courrier picard*, mais pas à Creil.

La plupart des communes voisines sont riches. Notamment Chantilly, à 8 kilomètres de distance, « la ville princière et capitale du cheval » d'Éric Woerth, l'ancien ministre de Nicolas Sarkozy. Creil, elle, n'a pas d'étendard à brandir et porte le fardeau d'une mauvaise réputation. Si quelqu'un en a entendu parler, c'est sûrement pour « l'affaire des foulards de Creil ». Une vieille histoire, en 1989, de trois gamines qui ont refusé d'enlever leur voile à l'école. Un autre coup de projecteur médiatique a été porté sur un braqueur local, Redoine Faïd, qui a eu l'idée, un jour, de faire la tournée des plateaux télé pour raconter sa vie de « caïd des cités ».

« Ville du voile », « terre de grand banditisme » :

C'est pour décoller les mauvaises étiquettes que la mairie a lancé la campagne « Osez Creil », placardée sur tous ses panneaux d'affichage. Une « ville jeune », scandent-ils, une « ville verte », « une position géographique idéale », « une histoire industrielle » et « une diversité culturelle remarquable ». Une ville pauvre, aussi. Ouvrière. Bien que de moins en moins, à mesure que ses usines ferment. Pas vraiment picarde, pas vraiment banlieue de Paris non plus. Sans identité claire mais pas non plus sans âme. Pour ses habitants, « Creillois », cela veut dire quelque chose, sans précisément savoir quoi. Ils sont attachés à cette drôle de ville aux 70 nationalités, un peu « ghetto », un peu campagne.

Et pour moi, avec mon œil de journaliste, c'est un laboratoire des problématiques des périphéries oubliées de France.

Lors de mon entretien d'embauche au siège du *Parisien*, on m'avait prévenue : le plus dur, là-bas, c'est de trouver des sujets. Dans l'une des villes les plus défavorisées de France, « il ne se passe pas grand-chose ». D'emblée, se posait quand même cette question : pourquoi Creil était-elle si pauvre ? Pourquoi, ici, au terminus de la banlieue ?

Je suis arrivée à Creil en 2012 pour couvrir une actualité locale qui, en effet, ne submergeait pas la rédaction. J'ai donc écrit sur les canalisations qui fuyaient dans le quartier de la Commanderie, les nouvelles idées des assos du Plateau, les éclats de voix des conseils municipaux, la justice ordinaire du tribunal correctionnel et, globalement, un quotidien qui ressemble à celui de n'importe quelle autre ville de France. Sauf de temps en temps. Une usine ferme, un vieux briscard fiché au grand banditisme tire à la Kalach au milieu de son quartier, Redoine Faïd s'échappe de prison et devient « l'ennemi public numéro 1 ». Les caméras débarquent à Creil et puis s'en vont. Moi, je reste en cherchant à comprendre un peu mieux pourquoi des événements, toujours assez emblématiques, viennent troubler son fleuve tranquille.

L'avantage de faire du journalisme local dans une ville « où il ne se passe rien », c'est qu'on s'accroche à ses sujets, on les suit, on interroge et réinterroge, on fait des « avant, pendant, après ». Les ouvriers de l'usine qui a fermé, j'ai suivi leur histoire du début à la fin. « On pourrait en faire une série », a ironisé un des licenciés après le énième rebondissement. Celui qui a tiré à l'arme de guerre, je l'ai vu au café, je sais dans quelle voiture il roule, et quelles sont les rumeurs qui courent sur les raisons de son crime. Au

final, il y avait largement de quoi faire un livre. Une lame de fond dans ces tranches de vie locale.

Tout commence avec les usines et tout dégénère quand elles ferment. C'est l'histoire d'une casse industrielle et sociale. Ce qui est intéressant à Creil, c'est qu'elle est en cours, et dans une petite ville à huis clos, les conséquences sont lisibles. La chute s'est déroulée en moins de trente ans. L'espace d'une génération a suffi pour en faire un exemple d'une France qui se sent à l'écart.

En janvier 2015, le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, lors de ses vœux à la presse, a parlé d'« un apartheid territorial, social, ethnique en France ». Le mot a fait débat. Je me suis demandé si, à Creil, dans cette ville que j'observais depuis cinq ans, les habitants se sentaient « à part ». Au fil des interviews, ils m'ont parlé de relégation économique, sociale, raciale, religieuse. Dans un quartier en pleine rénovation urbaine, que dix ans de travaux et des millions d'euros d'investissement de l'État venaient de désenclaver, une jeune fille m'a répondu que non, son quartier n'était plus « à part ». En revanche, elle, si, « comme arabe, comme musulmane. En fait, d'une manière ou d'une autre, on fait toujours de nous des gens à part ». Certains ne m'ont pas du tout parlé de ça. Ils ont réussi, ou tout simplement mené leur vie sans accroc, malgré les inégalités de départ. Et peut-être sont-ils, eux aussi, des « gens à part ».

J'ai terminé cette enquête en juin 2017, en tant que journaliste indépendante après avoir quitté *Le Parisien* dix mois auparavant. En cinq ans, des centaines d'habitants ont été interrogés. Tous ne pouvaient être cités ici. La part de subjectivité du journalisme est là. Jean-Michel raconte la fermeture de Still, José, l'arrestation de son premier go-fast,

INTRODUCTION

Jessica, ses années ZEP. Nesrine a voulu parler des métamorphoses urbaines de son quartier d'enfance, Billal, du succès de son ONG, et Mohamed, de son potager, son petit coin de paradis. Finalement j'ai choisi de raconter onze histoires. La première commence par un coup de fil.

« Monsieur, votre usine va fermer »

- Monsieur Mlynarczyk ?
- Oui, c'est moi.
- Votre usine va fermer.

Et le téléphone raccroche. Jean-Michel est assis devant sa femme, à table, dans leur cuisine. Deux assiettes de haricots verts sont posées face à face. Machinalement, il glisse le téléphone dans sa poche et pique un légume du bout de sa fourchette. Mais la phrase se répète dans sa tête. Alors il repose les couverts et reprend son portable pour vérifier. Il a bien reçu un appel anonyme ce samedi 18 juin 2011 à 20 h 6. Il lève la tête vers son épouse. « Mais, qu'est-ce qui se passe ? » lui demande-t-elle. Rien, se persuade-t-il, mais son estomac se retourne.

Lundi, comme d'habitude, il arrive au travail un peu en avance. Trente-quatre ans qu'il répète les mêmes gestes : enfile le bleu, pointer, prendre son poste dans l'unité de poudrage, à la maintenance des injecteurs de peinture. Dans l'atelier, il croise Jean-Marc et lui raconte le coup de fil. Lui, c'est plus qu'un collègue. C'est comme un frère. Ils sont entrés chez Still au même âge, à 17 ans, fraiseurs sur la même machine, avant de grimper les échelons. Aujourd'hui, Jean-Marc, avec son air sérieux derrière ses lunettes carrées, dirige une petite

équipe. La fermeture, il n'y croit pas. L'usine va bien. Encore ce matin, les chefs ont demandé de venir travailler en heures supplémentaires. Les carnets de commandes sont tellement pleins que tous les ateliers ont pris du retard. Au magasin, leur copain Philippe expédie 120 chariots élévateurs par jour – la spécialité de leur usine. Lui aussi travaille chez Still depuis plus de trente ans. C'est un cinquantenaire comme eux, un gaillard qui vient du Plateau picard. Il connaît l'usine comme sa poche. Rarement, il a vu autant de commandes. Elles ont grimpé de 40 % en un an. Pour tenir la cadence, les ouvriers doivent enchaîner les heures. Ici, les 35 heures sont finies depuis bien longtemps. En 2006, le personnel a accepté d'en travailler 39 pour le même salaire. Ils n'étaient pas d'accord, au fond, mais ils étaient au pied du mur. C'était ça ou une délocalisation. De toute façon, à Creil, ils pensent qu'ils n'auraient pas retrouvé de travail.

Ils en discutent en rejoignant le vestiaire. Dans son casier, Jean-Michel trouve une lettre. Il retourne l'enveloppe pour lire le cachet : « À l'intention de M. Mlynarczyk, secrétaire du comité d'entreprise, délégué syndical CGT. » Jean-Marc en a une autre dans les mains, « À l'intention de M. Coache, membre du comité d'entreprise européen de Still ». Ils sont convoqués tous les deux le 5 juillet 2011 pour une réunion extraordinaire du groupe en Allemagne. Et si c'était possible ? Cette fois, ils se précipitent dans le bureau du directeur.

Jérôme Chevillotte est arrivé en mars, il y a quatre mois. C'est vrai qu'ils avaient eu des doutes en épluchant son CV. Ils avaient même surligné au marqueur ses « compétences » : « réduction des coûts », « restructuration des entreprises », « rationalisation »... Il venait de chez Impress où il avait fermé une usine. À Laon, dans l'Aisne, à une centaine de kilomètres de chez eux, 150 gars avaient perdu leur travail. Mais, au siège, on avait balayé leur « paranoïa » d'un revers

de la main. Jérôme Chevillotte était « un atout formidable pour Still ». Tout le monde avait reçu le communiqué. Pour se rassurer, ils avaient revérifié les chiffres : chiffre d'affaires, bénéfices, parts de marché. Toutes les courbes étaient à la hausse depuis 2009. Alors, ils avaient rangé leur méfiance. Pas complètement, mais ils ne voulaient pas faire peur aux autres pour rien. Maintenant ils sont face à lui et il ne dit plus un mot. Jean-Michel Mlynarczyk se revoit « tomber des nues » et répéter la question plus fort : « Est-ce que l'usine va fermer ? » Pas de réponse, rien qu'une malaise et ses mains qui s'agitent sous le bureau. Ils ont déjà compris.

Vendredi 4 juillet. Jérôme Chevillotte convoque les cadres de l'entreprise. « Demain, nous annonçons la fermeture, explique-t-il à l'équipe. Nous allons monter un chapiteau et le personnel sera convoqué dans l'après-midi. Une cellule psychologique sera mise en place immédiatement. En cas de besoin, je vous communique une liste de numéros : les RG, le maire, la police... Elle est au courant. Si les journalistes appellent, vous ne leur répondez pas. » Le groupe enverra un communiqué de presse. « Still fait face à d'importantes difficultés », est-il écrit à l'intérieur. Deux dirigeants du siège viendront l'expliquer aux 250 salariés réunis dans la cour.

« Nous, on voit une tente se monter, puis il y a un appel général à 14 heures, raconte Philippe. Deux types que t'as jamais vus sont dans ton usine pour t'expliquer qu'elle fermera dans un an parce qu'elle marche pas. On savait tous que c'était faux. C'est comme si deux huissiers viennent te virer de ta maison, alors que tu payes tout en temps et en heure. C'est aussi injuste. Ça dure cinq minutes à peine, et à 14 h 5, tu te retrouves dans la merde. Le truc, tu l'as

déjà vu à la télé, les mecs qui perdent leur boulot parce que l'usine ferme. Sur ton canapé, tu te disais : "Les pauvres..." Un jour, c'est toi. »

Six ans plus tard, devant la grille de son usine fermée, Philippe fixe une plaque posée au pied d'un arbre. « Hommage à notre camarade, José Monteiro. Les salariés de Still. » Avec les anciens, ils sont venus déposer des fleurs samedi 19 novembre 2016. Cinq ans que José est mort. Sur le petit arbre qu'ils ont planté pour lui, comme sur les autres à côté, il n'y a plus de feuilles. Elles semblent être tombées une à une dans l'usine abandonnée. La cour est d'ailleurs tapissée d'une épaisse couche de feuilles mortes. « C'était pareil l'automne dernier. Il n'y a personne pour les ramasser », lâche Jean-Marc en regardant à travers les grillages. Derrière ses lunettes carrées, il a l'air affligé. « Ce qu'ils ont fait ici, c'est criminel. » José Monteiro y a laissé sa vie. En tout cas, il en est convaincu. Son collègue est décédé d'une crise cardiaque pendant la mobilisation contre la fermeture. « Il avait fait toute sa carrière chez nous, trente-neuf ans ! Au bout d'un moment, on l'avait nommé chef d'équipe. Il n'a pas aimé et a préféré redevenir simple ouvrier. C'était un militant, un vrai. » Sans débat, il avait pris la tête de la contestation.

Les autres n'ont même pas envie d'en parler. De toute façon, ça sert à quoi ? « Dans ces histoires, y en a qui s'en sortent, y en a qui s'en sortent mal et d'autres très mal. Voilà », lâche l'un d'entre eux. Régis¹, par exemple. Il bossait avec Jean-Michel à l'unité de poudrage. Depuis le temps, ils se sont perdus de vue. Régis, il a terminé à la rue, « carrément dehors, SDF... ». Les deux anciens représentants du

1. Le prénom a été changé, la personne citée souhaitant garder l'anonymat.

personnel, Jean-Marc et Jean-Michel, tentent de dresser un « bilan social ». C'est difficile de tout savoir. « Ceux qui dérivent, ils coupent les ponts, ils veulent pas trop qu'on soit au courant. » Selon leurs estimations, 10 % environ des licenciés ont divorcé. Un sur deux a retrouvé du travail. Reste une moitié sans emploi ou en précarité.

À Creil, ville moyenne de 34 000 habitants au terminus de RER D, le chômage atteint 25 %¹, deux fois la moyenne nationale. Il a grimpé de 13 points en une trentaine d'années². Chez certaines catégories, comme les jeunes, les femmes, ou dans certains quartiers, il peut toucher une personne sur deux. Et pour ceux qui travaillent, une fois sur quatre, c'est un boulot précaire. Le déclin industriel n'explique pas tout, mais il est au cœur de tous les problèmes.

Le Bassin creillois était un grand bastion industriel. En une génération, il est tombé en ruine. Difficile de chiffrer précisément la casse. Selon les recensements de l'INSEE, l'industrie employait 8 292 personnes en 1968 dans l'agglomération creilloise. Pour des contraintes statistiques, ce chiffre comprend seulement les emplois occupés par la catégorie 25-54 ans. Il exclut donc les jeunes et les seniors, mais il permet quand même de se faire une idée. En 2008, il ne restait que 4 129 emplois. Puis 2 952 en 2013³. Les trois

1. Ce chiffre, publié par l'INSEE en 2017, indique le taux de chômage, en 2014, au sens du recensement, de la catégorie 15-64 ans dans la commune de Creil. Il comprend tous les demandeurs d'emploi, qu'ils soient inscrits ou non à Pôle Emploi.

2. Le taux de chômage était de 12,2 % en 1992 selon l'INSEE.

3. Ces statistiques de l'INSEE sont issues du recensement de la population sur la période 1968-2013. Elles correspondent au nombre d'emplois occupés par la catégorie 25-54 ans dans le secteur industriel dans les villes de Creil, Nogent-sur-Oise, Villers-Saint-Paul et Nogent-sur-Oise, regroupées au sein de la Communauté de l'agglomération

plus grosses usines du coin, Chausson, Kuhlmann et Usinor, ont employé à elles trois jusqu'à 10 000 salariés. Chausson a disparu, et il ne reste que 1 000 personnes au total dans les deux autres. Le taux de pauvreté atteint d'encore plus tristes records : 37,2 % en 2013 contre 14 % en France, classant la ville parmi les dix plus pauvres du pays¹.

Philippe pensait finir sa carrière « tranquille », au magasin, chez Still. Il se retrouve sur la longue liste des chômeurs. À la fermeture, il avait 54 ans. On vient de passer en 2017, il n'a toujours pas retrouvé de travail. Il s'est fait à l'idée. « Au final, on se fait à tout. » En se bagarrant, ils ont obtenu un plan social correct : un chèque à quatre zéros et dix-huit mois de congé de reclassement pour les plus de 50 ans. Il n'a été reclassé nulle part, mais il a pu enchaîner sur le chômage et touche encore ses indemnités. Ce mois de janvier, son agence l'a convoqué pour une réunion collective obligatoire. Il apprend qu'il devra se rendre à des ateliers CV et lettres de motivation pendant trois mois, sous peine d'être radié. On lui a déjà fait refaire son CV plusieurs fois. Une perte de temps pour tout le monde. Il peut retourner les phrases dans tous les sens, il ne retrouvera pas un CDI, un bon salaire et une bonne place. En trente-six ans chez Still, il avait fini par cocher toutes ces cases. Pas question, maintenant, de les décocher une à une : il ne retournera pas à l'usine en ouvrier P1 intérimaire. La semaine dernière, il

creilloise (environ 70 000 habitants) jusqu'à la réforme territoriale de 2015. La population active ayant un emploi comprend, au sens du recensement, toutes les personnes qui exercent une activité professionnelle, même à temps partiel, en apprentissage ou en stage rémunéré.

1. Le taux de pauvreté, calculé par l'INSEE, correspond à la proportion d'individus dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. Le seuil de pauvreté correspond à 60 % du revenu médian, lequel divise la population en deux parties égales, de telle sorte que 50 % gagnent plus et 50 % gagnent moins. En 2014, il était estimé à 1 008 € par mois, par personne.

a croisé un ancien de la boîte qui ramassait des feuilles dans la rue. Lui, jamais de la vie. De toute façon, il est cassé. « Ils m'ont tué, ils ont tué ma motivation. Et puis, j'ai plus 20 ans. Physiquement, je peux plus. » À la fin du chômage, il lui manquera trois ans jusqu'à la retraite. Il espère tenir le coup. « J'ai pas besoin de beaucoup pour vivre, dit-il. Tout ce que je demande, c'est qu'on nous lâche la grappe. Pôle Emploi, ils savent très bien notre situation, qu'ils nous embêtent pas ! J'ai pas demandé à être viré, moi. De toute façon, on n'a même pas été viré légalement. »

En septembre 2016, le tribunal des prud'hommes de Creil a jugé le motif économique de la fermeture non valable et condamné l'entreprise à verser entre six et vingt-quatre mois de salaires d'indemnités, en fonction de l'ancienneté, aux salariés illégalement licenciés. Une expertise économique indépendante sur la situation de l'entreprise indiquait qu'aucun des motifs avancés par la direction n'était fondé pour justifier l'arrêt du site. « C'était un effet d'annonce, analyse, après coup, un cadre du groupe qui souhaite rester anonyme. Il y avait deux usines en France, deux usines en Italie. Et vous savez... les grands groupes font ce qu'ils veulent. Là, ils voulaient une seule usine par pays. Ça fait mieux sur le papier, on montre qu'on est capable de se restructurer. Ce sont des raisons stratégiques qui ne considèrent pas les hommes. En interne, c'est resté un sujet très clivant, très... sensible. On essaye de tourner la page. »

En 2012, alors que Still ferme, le groupe enregistre des bénéfices records. Jean-Marc a gardé le communiqué de l'époque : « Nous avons démarré l'année 2012 par, ce qui nous réjouit, un excellent premier trimestre. » Entre janvier et mars, le chiffre d'affaires a progressé de 12,6 % pour atteindre 1,144 milliard d'euros, et le bénéfice de 35,9 %, soit 101 millions d'euros de

profit en 3 mois. Un nouvel actionnaire fait son entrée. L'année suivante, le groupe est introduit en Bourse.

Leur groupe, c'est Kion. Derrière le nom, il y a une longue histoire. Jean-Marc, l'ancien du CE, la connaît par cœur. Leur usine a été construite par un industriel anglais en 1878, un ancien charpentier, inventeur de génie que la révolution industrielle a transformé en homme d'affaires heureux¹. Elle a changé plusieurs fois de mains jusqu'à son rachat, en 1989, par la société Still, qui appartenait elle-même au groupe allemand Linde. En 2006, Linde se scinde en deux : Linde Gas se spécialise dans le gaz industriel et Kion dans les équipements de manutention. Cette dernière entité, composée de différentes usines, est créée pour être cédée au fonds d'investissement KKR et à la banque d'affaires Goldman Sachs. Deux ans plus tard, alors que la crise immobilière américaine se transforme en crise mondiale, le nouveau patron de Jean-Marc fait la une de l'actualité.

« On entendait Goldman Sachs partout. Les subprimes ? Goldman. La crise grecque ? Goldman », se rappelle-t-il. La banque américaine est accusée d'avoir joué un rôle majeur dans la crise de 2008. « Nous, au rachat, Goldman Sachs, ça nous disait pas grand-chose. En tout cas, on s'était pas spécialement méfiés », raconte Jean-Marc en triant ses archives. Elles sont entassées dans un petit local prêté par la mairie depuis la fermeture. Quelques anciens se réunissent à l'intérieur tous les mardis matin, serrés autour d'une table, un chauffage d'appoint dans le coin et une cafetière qui coule sur le bord de la fenêtre. Ils enquêtent pour comprendre le

1. L'usine a été fondée par John Saxby, né en 1821 à Brighton (Angleterre) et mort en 1913. L'industriel a déposé plusieurs brevets dans le domaine de la signalisation ferroviaire. Il est, notamment, le co-inventeur du feu rouge avec John P. Knight.



RÉALISATION : NORD COMPO À VILLENEUVE-D'ASCQ
IMPRESSION : CORLET IMPRIMEUR S.A. À CONDÉ-SUR-NOIREAU
DÉPÔT LÉGAL : SEPTEMBRE 2017. N° 136729 (xxxxx)
IMPRIMÉ EN FRANCE